

«Je suis déçu par la Suisse officielle»

TÉMOIGNAGE Placé sous surveillance policière depuis deux ans en raison d'une tentative d'assassinat, Dick Marty, ancien rapporteur du Conseil de l'Europe, révèle dans un livre les ressorts serbes d'un «plan fou». Aujourd'hui, il craint toujours pour sa vie. Mais la menace pourrait venir d'extrémistes albanophones. Rencontre

PROPOS RECUEILLIS
PAR FRÉDÉRIC KOLLER
@frederickoller

La vie de Dick Marty était un roman. Elle a basculé dans le thriller. Fin 2020, l'ancien parlementaire PLR tessinois est placé sur ordre de la police fédérale sous un régime de protection exceptionnel en Suisse, sans autre explication. Durant cinq mois, sa maison sera transformée en camp retranché, nuit et jour, avec le soutien de l'armée. Celui qui fut l'auteur de plusieurs enquêtes explosives pour le compte de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe est la cible de tueurs originaires des Balkans. Il apprendra par la suite que le projet de son assassinat avait été fomenté en Serbie, sans doute avec des relais au sein du pouvoir. La justice et la police suisses vont toutefois se montrer peu pressées d'enquêter sur cette menace. Pire, la police fédérale va griller sa source auprès des autorités serbes.

C'est son rapport réalisé en 2010 sur les crimes de l'Armée de libération du Kosovo (UÇK) – dont des accusations de trafic d'organes prélevés sur des prisonniers serbes – qui serait à l'origine de menaces qui pèsent toujours sur l'ancien procureur général du Tessin. Un rapport qui avait justifié une véritable enquête débouchant sur la création d'un tribunal spécial et l'arrestation de l'ancien président du Kosovo, Hashim Thaçi. Si Dick Marty n'a rien à voir avec l'application de cette justice internationale, il n'en reste pas moins la cible d'une possible vendetta. Il s'en explique dans un livre* qui vient de paraître. Nous l'avons rencontré dans un café de Lugano.

Êtes-vous en danger? Voilà des années que je sais que quelque chose peut se passer. Mais je n'ai jamais vécu dans la peur. Ne plus disposer de ma liberté, voilà ce qui m'a gêné.

Mais êtes-vous encore menacé? La police fédérale l'estime, il y a toujours une protection.

D'où vient cette menace? C'est en lien avec ce qui se passe au Kosovo et en Albanie. Mon rapport sur le trafic d'organes de 2010 avait d'abord suscité beaucoup de perplexité. Puis, en 2014, un procureur américain, appuyé de 40 enquêteurs, avait validé pratiquement tous les éléments de mon rapport. Après plusieurs rebondissement, un second procureur mettra finalement Hashim Thaçi

en accusation pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Contraint de démissionner en 2020, il est transféré à La Haye. Cela a déclenché l'ire de certains milieux albanophones. La responsabilité de cette arrestation m'a été attribuée alors que je n'ai rien à voir avec ce procureur américain. J'ai même refusé de témoigner.

Vous n'êtes pas bien vu dans la région? Un ancien premier ministre albanais m'a traité de Goebbels et l'actuel m'accuse à la tribune de l'ONU d'avoir écrit un faux rapport tout en passant sous silence le travail des procureurs américains. Cela crée un climat qui peut motiver des ultranationalistes à passer à l'action.

Racontez-nous comment s'est passée votre mise sous protection? C'était assez incroyable. Le 18 décembre 2020, je reçois un coup de téléphone du commandant de la police cantonale qui m'indique que je dois être immédiatement placé sous protection maximale. J'ai demandé: «Les Balkans?» Il a répondu «affirmatif». C'est arrivé comme un tsunami: tout à coup on avait des policiers à la maison, on avait des armes, on avait des gilets pare-balles, des grenades, des fusils, 24h/24. Il y avait des caméras tout autour de la maison, l'armée est intervenue. Ma famille en a payé le prix fort, c'est ça que j'ai de la peine à pardonner.

«Il y avait des caméras tout autour de la maison. Ma famille en a payé le prix fort, c'est ça que j'ai de la peine à pardonner»

Ce n'est que plus tard que vous avez compris la véritable nature de la menace, qui n'était alors pas albanaise. J'ai appris qu'un groupe criminel de nationalistes serbes radicalisés, craignant que la procédure contre Thaçi n'aboutisse pas, a imaginé ce plan fou consistant à tuer Marty afin de faire croire que ce sont les Kosovars qui ont agi et ainsi les décrédibiliser aux yeux de la communauté internationale. Un informateur serbe connu de la police suisse, jugé

crédible par le Ministère public de la Confédération, est à l'origine de la divulgation de ce plan. Une thèse plausible même s'il faudrait aller dans les coulisses de la politique serbe pour bien comprendre.

Deux ans plus tard, la justice suisse a-t-elle enfin pris contact avec la justice serbe? A ma connaissance, il n'y a eu que des contacts de la part de policiers, en avril 2022. Le pire, c'est que ceux-ci ont commis une erreur que même un débutant ne devrait pas faire. C'est absolument incompréhensible.

C'est-à-dire? Par le biais d'Interpol, la police fédérale a fait une démarche auprès de la police serbe en révélant la teneur des informations en sa possession et donc, indirectement, leur source. Il était pourtant clair dès le début que des gens des services secrets serbes étaient impliqués. Ils ont grillé la source, qui a dû être mise sous protection en Suisse.

Vous n'êtes pas tendre non plus avec le procureur chargé de l'enquête. Quand un procureur vous dit: «Je sais tout de ce que vous faites», qu'est-ce que cela veut dire? C'est moi la victime!

Les choses ont traîné «par couardise ou incompetence», écrivez-vous. Au début, j'ai demandé au procureur pourquoi il ne faisait pas une demande rogatoire d'entraide judiciaire auprès de la Serbie? Il m'a répondu qu'on lui dira non. Qui ça? Le Département. Comme il s'agit d'un délit politique, le Conseil fédéral doit en effet autoriser l'ouverture d'une procédure pénale. On a attendu le mois d'août pour demander cette autorisation. Pourquoi attendre huit mois? Si vous pensez qu'on vous dira non, lui ai-je fait remarquer, faites-vous dire non. S'il m'arrive quelque chose vous pourrez toujours dire qu'on vous a refusé d'enquêter. Un an plus tard, le même procureur m'a cette fois-ci expliqué qu'il était contre une demande rogatoire car cela aurait donné la possibilité à l'inculpé de consulter le dossier... C'est très, très bizarre.

Votre affaire est-elle réglée pour le Ministère public? Techniquement, il y a une procédure pénale en cours. Il y a un témoignage concret que quelqu'un voulait m'assassiner. C'est déjà un crime. C'est soit une tentative, soit un acte préparatoire punissable. Des noms ont été donnés. On ne peut pas seulement s'intéresser à la cible et ne pas s'attaquer à la menace.



Révélations d'un ex-agent infiltré

ENQUÊTE L'émission «Temps présent» a rencontré la source qui a alerté les autorités suisses. Une expérience amère

C'est un agent infiltré d'origine serbe travaillant pour le compte d'une police européenne qui a alerté Berne de la préparation d'assassinat visant Dick Marty. *Temps présent* a pu le rencontrer et reconstituer le scénario d'un invraisemblable polar. C'est un membre de la pègre, dans le sud de la Serbie, qui évoque en décembre 2020 auprès de l'informateur le plan suivant: «Les Américains protègent Thaçi, il n'est pas sûr qu'il soit condamné. Si Dick Marty est tué, tout le monde croira que le coup vient de Thaçi et le tribunal ne pourra plus l'acquitter. L'assassinat va bientôt avoir lieu. C'est un jeu d'enfant.» L'informateur contacte aussitôt la police fédérale en donnant un nom, des numéros de plaques et de téléphone. Selon *Temps présent*, la police fédérale a ainsi pu découvrir l'identité des suspects char-

gés de l'opération, un vétéran de l'armée serbe, un proche des services de renseignement et «un spécialiste de l'assassinat sans laisser de preuve», ainsi que trois autres hommes «aux activités troubles».

Cette même police fédérale va toutefois commettre un impair en compromettant sa source auprès de la police serbe. «Ils ont tout de suite compris que cela venait de moi, explique l'informateur à *Temps présent*. Ils m'ont dit: «T'es fatigué de vivre? On va te découper en morceaux.» Recherché par les Serbes, un temps mis sous protection en Suisse puis dans un pays voisin, l'informateur qui a peut-être sauvé la vie de Dick Marty se confie auprès de la journaliste Anne-Frédérique Widmann en septembre 2022: «La Suisse a brisé ma vie. J'ai tout perdu». ■ F.K.

A voir: Dick Marty, un juste au péril de sa vie. Un reportage d'Anne-Frédérique Widmann, RTS 1, 20h10, jeudi 9 février.